

Département du Bas-Rhin

Arrondissement de  
Sélestat-Erstein



## COMMUNE DE KRAUTERGERSHEIM

### Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 21 mai 2024

Sous la présidence de M. René HOELT, Maire.

Nombre de conseillers  
élus : 19

Secrétaire de séance : Mme Marie Hélène GOEPP

Conseillers en fonction : 18

Date de convocation : 16 mai 2024

Conseillers présents : 12

**Membres présents** : Mmes et MM. Marie Hélène GOEPP, Gaël GREULICH, René HOELT, Françoise KOELL, Denis LEHMANN, Didier MEYER, Régis MEYER, Damien PFLEGER, Alice REIBEL, Bernard STOEFFLER, Thierry STOEFFLER, Corinne WEBER.

Conseillers absents : 6

**Membres absents excusés** : Mmes et MM. Valérie BENTZ, Jean-Michel CHALON, Monique DELL, Nicolas GUTH, Carole PEYNET, Caroline WAGENTRUTZ.

Procurations : 2

**Membres absents ayant donné procuration** :

- M. Jean-Michel CHALON à M. Thierry STOEFFLER,
- Mme Carole PEYNET à M. Damien PFLEGER.

**Monsieur le Maire a constaté que le quorum était atteint pour tenir la séance.**

#### Délibération n° COMM20240506

#### Objet : Demandes de subvention

Vu les demandes de subvention présentées par :

- Les Restaurants du Cœur et l'Association CASCAD,

**Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité,**

- d'accorder une subvention de 100 € aux Restaurants du Cœur,
- d'accorder une subvention de 50 € à l'association CASCAD.

La dépense sera inscrite au BP 2024 – article 65748 sous divers.

Pour extrait conforme,  
Krautergersheim, le 23 mai 2024

Le Maire, René HOELT



La Secrétaire de séance, Marie Hélène GOEPP

### **Délais et voies de recours**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant M. le Maire de Krautergersheim dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être introduit devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse de l'administration en cas de recours administratif préalable. Le tribunal administratif peut être saisi par télérecours à l'adresse internet suivante : <https://www.telerecours.fr/>